

**Communiqué de presse  
Paris, le 25 mai 2026**

**Au quatre-vingt-huitième jour du début de l'agression militaire des États-Unis et du régime sioniste contre la République islamique d'Iran, le service de la diplomatie publique de l'ambassade de la République islamique d'Iran en France souhaite porter à la connaissance des médias et de l'opinion publique les points suivants :**

### **Aperçu général des événements des derniers jours**

Au cours des dernières 48 heures, la situation sur le terrain et sur le plan diplomatique a montré que la République islamique d'Iran, tout en opposant une résistance ferme à l'agression, conserve l'initiative en vue de mettre fin de manière responsable à la guerre.

Sur le plan politique, les positions claires des plus hautes autorités iraniennes reposent sur trois axes : le droit légitime à la défense face à l'agression ; l'ancrage profond de la résistance à l'arbitraire, à l'imposition et à l'humiliation dans la culture et l'identité nationales ; et la disponibilité pour une paix juste, à la condition que l'ensemble des droits du peuple iranien, dans toutes leurs dimensions, soient pleinement préservés. Cette approche donne à voir l'Iran, aux yeux de l'opinion publique mondiale, comme un pays normal, résistant, respectueux du droit et des réglementations internationales, et en même temps attaché au dialogue et à la diplomatie sur la base de l'égalité et du respect mutuel.

Sur le plan diplomatique, l'intense activité de Téhéran avec les capitales de la région et au-delà (Islamabad, Mascate, Ankara, Doha, Bagdad, Le Caire, Riyad, etc.) montre que l'Iran est un acteur pleinement engagé au sein d'un large front visant à mettre fin à la guerre et aux effusions de sang, et à instaurer et consolider de nouveaux arrangements sécuritaires, politiques, économiques, etc., dans le golfe Persique et la mer d'Oman. L'insistance constante sur le fait que tout accord doit inclure un cessez-le-feu global dans l'ensemble de la région et la cessation des agressions du régime sioniste contre les pays voisins et non voisins témoigne de l'adoption par Téhéran d'une vision et d'une approche stratégiques de la stabilité et de la paix régionales, ainsi que du développement harmonieux de tous les pays et peuples de la région, et non pas de la simple transformation du cessez-le-feu en une situation fragile et instable aux conséquences destructrices à court, moyen et long terme pour la région et le monde. Dans ce contexte, l'acceptation du rôle de médiateur du Pakistan, en coopération étroite avec Oman pour élaborer les mécanismes efficaces et nécessaires à la pérennité d'une paix durable, renforce la position de l'Iran en tant qu'État riverain responsable, fondé sur le droit international.

Sur le plan médiatique et au sein de l'opinion publique internationale, les contradictions et les fluctuations des positions de Washington – allant des menaces et de la diffusion de contenus violents sur les réseaux sociaux jusqu'aux déclarations sur des « progrès des négociations » et une « fenêtre de quelques jours pour un accord » – ont accru les doutes quant à la stabilité du processus décisionnel américain. À l'inverse, la position cohérente de l'appareil diplomatique iranien, centrée sur la fin de la guerre, est considérée par de nombreux observateurs comme un signe de maturité et de stabilité de la politique étrangère de Téhéran. Parallèlement, les références répétées des responsables iraniens à la Charte des Nations unies, au principe du droit de légitime défense et à l'échec de la Conférence d'examen du TNP à condamner les attaques

contre les installations nucléaires pacifiques d'Iran placées sous la surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique renforcent le récit selon lequel le problème principal réside dans le comportement illégal et belliciste de certaines puissances qui violent les droits et normes internationaux, et non dans le programme nucléaire pacifique de l'Iran, étant toujours sous le contrôle de l'Agence.

Sur le terrain, le passage de dizaines de pétroliers et de navires commerciaux par le détroit d'Ormuz, dans le cadre d'une coordination avec l'Iran et Oman, a envoyé un message clair au marché de l'énergie et à la communauté internationale : l'Iran est à la fois victime d'agression et de menaces, mais il ne souhaite pas que cette voie d'eau vitale se transforme en instrument de prise d'otage et de dangereuse aventure militaire de la part des États-Unis et du régime sioniste. Les mises en garde de Téhéran contre toute utilisation militaire irresponsable de ce détroit, combinées aux efforts visant à concevoir un mécanisme transparent et prévisible pour la sécurité de la navigation, ont contribué à ce qu'une part significative de la pression psychologique sur le marché de l'énergie se concentre désormais sur le comportement de Washington et de ses alliés.

Du point de vue social et humain, la concomitance entre la résistance et la reconstruction à l'intérieur du pays offre une autre image de l'Iran : tandis que les villes et les infrastructures sont rapidement en cours de réparation et de retour à un fonctionnement normal, un vaste réseau de solidarité populaire et de volontariat – allant de la protection du patrimoine culturel à l'aide aux régions sinistrées – s'est mis en mouvement. Les messages de solidarité émanant de nations et de villes aux quatre coins du monde, qu'il s'agisse de convois d'aide ou de gestes de solidarité et de soutiens populaires montrent que la guerre de propagande et psychologique visant à « isoler l'Iran » n'a pas réussi, et que le récit du sacrifice des enfants et des civils iraniens a touché la conscience de l'opinion publique mondiale.

Dans l'ensemble, la perspective des dernières quarante-huit heures indique que l'équilibre politique et moral est en train d'évoluer : les États-Unis et le régime sioniste sont confrontés à une crise de légitimité et à des divisions internes sur la poursuite de la guerre et ses coûts, tandis que l'Iran en s'appuyant sur la combinaison de la « résistance sur le terrain, de l'initiative diplomatique et de la référence constante au droit international », non seulement n'a pas reculé face aux pressions, mais devient un acteur actif et constructif dans la configuration des futurs arrangements sécuritaires et politiques de l'après-guerre. La question fondamentale n'est plus de savoir si l'Iran acceptera de s'asseoir à la table des discussions, mais bien de savoir si les États-Unis et leurs alliés proches seront capables de s'éloigner de politiques contradictoires, bellicistes et fondées sur la pression maximale, afin d'ouvrir la voie à un cessez-le-feu durable et à un accord réaliste garantissant les droits et la sécurité du peuple iranien.

## 1. Dernières déclarations des responsables iraniens

**Masoud Pezeshkian, Président de la République islamique d'Iran**  
« Aujourd'hui, Khorramchahr, c'est l'Iran, le golfe Persique et le détroit d'Ormuz. Aujourd'hui encore, notre peuple demeure celui de Khorramchahr : un peuple sans expérience de la guerre mais plein de bravoure, qui a tenu des jours durant face à une armée d'invasion pour montrer au monde la force du peuple iranien. La résistance, le sacrifice et la défense contre l'agression plongent leurs racines dans la culture de cette terre ».



### **Mohammad-Baqer Qalibaf, Président du Parlement**

« Aucun bourreau n'est en mesure de se dresser face aux soldats épris d'amour et de foi de l'Iran, et le combattant qui s'exerce à la planification, à la confiance en Dieu et au courage sentira la main secourable du Seigneur clément sur son épaule et ne se résignera pas au blocage. Nous commémorons ce grand jour, décisif et source de fierté, qui coïncide cette année avec l'anniversaire du martyr du "fendeur des sciences", l'Imam Mohammad-Baqer (que la paix soit sur lui). J'adresse mon salut au noble peuple d'Iran et à l'âme élevée de tous les commandants, combattants et moudjahidines qui, dans chaque champ de bataille, ont permis l'inscription de telles gloires ».



### **Seyed Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères**

« La République islamique d'Iran ne renoncera jamais, jusqu'au dernier moment, à son soutien aux mouvements épris de justice et de liberté, au premier rang desquels le Hezbollah résistant et victorieux. Tel est notre pacte avec notre Imam martyr, le Grand Ayatollah Seyed Ali Khamenei (que Dieu lui accorde Sa miséricorde). Dès les premiers instants où certains pays de la région sont intervenus en tant que médiateurs dans le but de réduire les tensions entre la République islamique d'Iran et les États-Unis, l'Iran a insisté pour que tout accord soit lié à l'instauration d'un cessez-le-feu au Liban. Cette exigence majeure demeure à ce jour un principe indiscutable et compte parmi les revendications légitimes de l'État de la République islamique et de notre peuple héroïque, et elle le restera. Dans la dernière proposition présentée par la République islamique d'Iran, par l'intermédiaire du médiateur pakistanais, en vue de mettre fin de manière définitive et durable à la guerre, il a été de nouveau souligné que le Liban devait être inclus dans le cessez-le-feu ».



### **Kazem Gharibabadi, vice-ministre des Affaires étrangères, chargé des affaires juridiques et internationales**

« Le 24 mai, anniversaire de la libération de Khorramchahr, rappelle une vérité impérissable dans l'histoire de l'Iran ; une vérité qui est également liée aux principes fondamentaux de la Charte des Nations unies : un peuple victime d'agression et d'occupation dispose du droit intrinsèque de légitime défense pour préserver son territoire, son indépendance et sa dignité. Khorramchahr est le symbole de la victoire de la volonté nationale sur une agression déclenchée sur la base des calculs des puissances qui soutenaient l'assaillant, mais qui a été vaincue face à la foi, à la fermeté et à l'autonomie du grand peuple d'Iran. Aujourd'hui encore, l'Iran suit la même logique : la quête de la paix conjugée à la puissance, la diplomatie assortie de dignité et la défense résolue de l'intégrité territoriale, de l'indépendance et des droits de notre peuple et de notre cher pays, l'Iran ».



## **2. Porte-parole du ministère des Affaires étrangères**

### **Ismail Baghaï, porte-parole du ministère des Affaires étrangères**

– À l'heure actuelle, notre priorité est la fin de la guerre et, à ce stade, nous ne parlons pas des détails de la question nucléaire ;  
– Les informations publiées ces derniers jours sont le résultat de plusieurs semaines de discussions par l'intermédiaire du médiateur pakistanais, plusieurs autres pays de la région ayant également apporté leur concours.



Sur une grande partie des sujets évoqués, nous sommes parvenus à des conclusions, mais personne ne peut prétendre que la signature d'un accord est imminente, car le jeu politique et le processus décisionnel aux États-Unis souffrent d'une instabilité structurelle. Nous sommes témoins de changements fréquents de position ;

– S'agissant du détroit d'Ormuz, nous n'entrons pas dans les détails : la manière de gérer cette question relève des États riverains. Nous sommes en contact avec d'autres pays afin de garantir, de la meilleure manière qui soit, la sécurité et la sûreté dans le détroit, ainsi que la prise en compte des intérêts et des besoins de la communauté internationale ;

– Si l'Europe avait adopté une position responsable, une partie des conséquences auxquelles la communauté internationale est aujourd'hui confrontée n'aurait sans doute pas vu le jour ;

– Le médiateur officiel entre l'Iran et les États-Unis est le Pakistan, et certains pays ont joué un rôle positif dans ce processus afin d'aider à résoudre les dossiers en suspens ;

– Notre responsabilité, ainsi que celle d'Oman, en tant qu'États riverains, est lourde. En tant qu'États côtiers, nous devons à la fois nous préoccuper de la sécurité et des intérêts nationaux de l'Iran, et, en tant que gardiens et protecteurs de la sécurité de la navigation dans ce détroit, prendre en considération les préoccupations de la communauté internationale. La raison pour laquelle l'Iran et Oman s'efforcent de mettre en place un mécanisme sûr et efficace garantissant la navigation sécurisée dans le détroit d'Ormuz, c'est que nous sommes favorables à l'utilisation de cette voie d'eau internationale pour le commerce libre et une navigation sûre pour tous les pays, conformément aux principes et règles du droit international. Ce qui s'est produit est le résultat de violations du droit et d'une agression militaire des États-Unis et du régime sioniste contre l'Iran ; cette voie d'eau a été détournée de son usage pour servir à attaquer un pays membre de l'ONU. La récente visite à Mascate de M. Gharibabadi, vice-ministre des Affaires étrangères, s'inscrit dans cette perspective. Nous sommes également en contact avec d'autres pays. Il va de soi que tout État responsable se félicitera de la mise en place d'un mécanisme sûr et prévisible pour gérer la navigation dans le détroit d'Ormuz ;

– Nous ne prélevons pas de droits de passage dans le détroit d'Ormuz et nous ne cherchons pas à en percevoir. Les démarches de l'Iran et d'Oman pour élaborer un mécanisme garantissant le passage sécurisé des navires dans le détroit d'Ormuz constituent une démarche responsable et conforme au droit international, tant dans l'intérêt des deux pays que dans celui de la communauté internationale. Il est naturel que, dans ce processus, les services de navigation fournis, ainsi que les actions nécessaires pour préserver l'environnement du détroit d'Ormuz, du golfe Persique et de la mer d'Oman, justifient la perception de redevances ;

– On ne peut rien attendre d'Israël si ce n'est la destruction de tout processus conduisant à une désescalade dans la région. Certains acteurs bellicistes, dont Israël, ont la conviction que le système de décision américain est très réactif et qu'il est possible de perturber ses décisions par des campagnes médiatiques ;

– Nous n'avons fixé ni calendrier ni date précise pour finaliser l'accord. Bien évidemment, pour nous, en tant que République islamique, il n'y aura aucune réticence à parvenir le plus rapidement possible à un résultat qui garantisse les intérêts et les droits du peuple iranien. Notre critère est la défense de l'intérêt national et, dans ce processus, nous annoncerons toute conclusion finale dès que cela sera nécessaire ;

– Dès lors que nous serons parvenus à une conclusion définitive et que nous jugerons nécessaire que l'échange de vues ait lieu en présentiel avec la participation de la partie pakistanaise, un nouveau cycle de négociations sera tenu. Pour l'instant, l'échange de messages entre l'Iran et les États-Unis se poursuit par l'intermédiaire du Pakistan, et la tenue d'une telle réunion ne nous semble pas nécessaire ;

– Le ministère des Affaires étrangères accomplit pleinement son rôle, sa mission et ses responsabilités nationales dans le processus d'élaboration des décisions, et, lorsqu'une décision

est prise, il se considère, conformément aux règles et procédures légales, comme tenu de s'y conformer et de la mettre en œuvre de la meilleure manière possible ;

– Ce mémorandum d'entente en quatorze points est centré sur la fin de la guerre ; des dispositions précises y sont prévues concernant le détroit d'Ormuz et la cessation de la piraterie maritime des États-Unis à l'encontre de la navigation iranienne. Il est impératif que, dès les premières étapes, les mesures américaines qualifiées de blocus maritime soient suspendues, et que simultanément l'Iran prenne les mesures nécessaires pour assurer une navigation sûre dans le détroit d'Ormuz. La manière dont nous procéderons relève de nous en tant qu'État riverain. Il est prévu qu'en cas de finalisation du mémorandum, des discussions aient lieu dans un délai de soixante jours sur certains détails de ce texte, et, de toute évidence, l'un des sujets abordés au cours de ces soixante jours sera la question nucléaire ;

### 3. Analyse des médias iraniens

#### Agence de presse Fars

Le processus de négociation entre l'Iran et les États-Unis se trouve dans une phase de flou et de volatilité. Alors qu'il était attendu que le « mémorandum d'entente » proposé par l'Iran reçoive une réaction positive de la part des États-Unis, les déclarations récentes de Donald Trump, selon lesquelles il n'est pas pressé de parvenir à un accord, ont accru les doutes quant à la conclusion d'un accord imminent. Les changements rapides de la position de la partie américaine ont également renforcé ce climat d'incertitude.

Le déplacement simultané du Premier ministre et du chef d'état-major de l'armée pakistanaise en Chine, après leur visite en Iran, est présenté comme le signe de nouvelles dynamiques régionales. Des rapports indiquent qu'Islamabad souhaite un rôle plus actif de la Chine, y compris en tant que garant d'un éventuel accord, alors que Pékin adopte pour l'instant une approche prudente à l'égard de ce processus.

La libération des avoirs iraniens demeure l'un des principaux points de divergence, et des signes d'absence d'accord complet de la part des États-Unis sur ce dossier sont rapportés. Parallèlement, les questions régionales, en particulier la situation au Liban, constituent également des points de désaccord majeurs, les positions des États-Unis dans ce domaine étant perçues comme influencées par les considérations israéliennes.

Dans l'ensemble, le climat des négociations reste marqué par un certain scepticisme quant à la fiabilité des engagements américains, et les précédents, dont le retrait de ce pays de plusieurs accords internationaux, continuent d'être pris en compte dans les évaluations.

سفر مقامات پاکستان به چین؛ پکن میانجی دیگر مذاکرات است؟

سفر فرمانده ارتش پاکستان عاصم منیر به چین، آن هم پس از سفرش به ایران، گمانه‌زنی‌ها در مورد نقش چین در مسیر مذاکرات ایران و آمریکا را افزایش داده است. هم‌اکنون هم نخست‌وزیر و هم فرمانده ارتش پاکستان در پکن حضور دارند. این در حالی است که در حال حاضر مذاکرات تهران و واشنگتن با موانعی مواجه شده است.



### 4. Crise dans le détroit d'Ormuz et dans la région

#### La Marine du Corps des Gardiens de la révolution islamique

Au cours des journées de vendredi et de samedi, 68 navires – pétroliers, porte-conteneurs et autres navires de commerce – ont franchi le détroit d'Ormuz après avoir obtenu les autorisations nécessaires, dans le cadre d'une coordination et avec la garantie de sécurité assurée par la marine du Corps des Gardiens de la révolution islamique. Le contrôle intelligent du détroit d'Ormuz, après l'intensification de l'insécurité provoquée



par l'agression de l'armée américaine dans ce détroit, est exercé avec détermination par la marine des Gardiens de la révolution.

### Sources pakistanaises

un accord intérimaire entre les États-Unis et l'Iran est imminent.

Des sources pakistanaises ont déclaré à l'agence Anadolu que les États-Unis et l'Iran pourraient, au cours de la semaine en cours, signer un « accord intérimaire » visant à mettre fin à la guerre.



### Chine : la guerre contre l'Iran n'aurait jamais dû commencer

Le ministère chinois des Affaires étrangères, faisant référence aux négociations en cours entre l'Iran et les États-Unis en vue de conclure un accord de fin de la guerre, a déclaré que ce conflit n'aurait jamais dû commencer et qu'il n'y a aucune nécessité à ce qu'il se poursuive. La fenêtre ouverte pour le dialogue entre Téhéran et Washington ne doit pas être refermée. Pékin a également souligné la nécessité de rétablir au plus vite une navigation sûre et des chaînes d'approvisionnement stables.



## 5. Dimensions juridiques

### Représentant permanent de la Russie auprès des organisations internationales à Vienne

La demande de démantèlement d'un programme nucléaire pacifique et la négation du droit à l'enrichissement ne sont pas compatibles avec les droits des États non dotés d'armes nucléaires dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Tant que les activités nucléaires de l'Iran ne comportent pas de dimension militaire et restent placées sous la supervision de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Moscou estime qu'aucune objection juridique ne peut leur être opposée.



### Kazem Gharibabadi, vice-ministre des Affaires étrangères, chargé des affaires juridiques et internationales

« La onzième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) s'est achevée hier, au siège des Nations unies à New York, après trois semaines de débats, sans aucun résultat. Alors que, au cours de l'année écoulée, les installations nucléaires pacifiques placées sous garanties en Iran ont été prises pour cible à deux reprises par les régimes américain et israélien – ce qui aurait dû constituer la principale source de préoccupation de cette onzième conférence –, certains États occidentaux et les États-Unis, qui se sont rendus coupables de violations massives et flagrantes du droit international, ou ont soutenu de telles violations, ont une fois de plus instrumentalisé les Nations unies et tenté d'inverser les rôles entre agresseur et victime. Au lieu de condamner les agresseurs et les attaques militaires contre des objectifs civils, des infrastructures et des citoyens innocents en Iran, ils ont déployé tous leurs efforts désespérés pour faire condamner la République islamique d'Iran dans le texte final de la conférence, sous prétexte de non-respect de ses obligations de garanties et des résolutions du Conseil de sécurité! La République islamique d'Iran, avec une totale fermeté, n'a pas permis à ces pays de parvenir à leurs objectifs politiques. La onzième conférence, en raison des exigences excessives des pays occidentaux, a échoué et s'est achevée sans adoption d'un document final ».



### Représentant de l'Union internationale des avocats en Iran

« Deux procédures, l'une interne et l'autre internationale, ont été ouvertes pour la poursuite judiciaire de l'attaque contre l'école Shajareh Tayyeba de Minab : l'une devant la 55e chambre du tribunal de grande instance de Téhéran, et l'autre au niveau international devant la Cour d'arbitrage de La Haye, sous le numéro de dossier A34, qui a inscrit l'examen de ce crime à son ordre du jour. La Cour d'arbitrage de La Haye, après la Révolution islamique et la Déclaration d'Alger, a été saisie de certains différends entre l'Iran et les États-Unis, principalement d'ordre financier. Des déclarations telles que la proximité d'une base militaire avec cette école ne sont rien d'autre qu'une tentative de blanchir ce crime atroce, et à l'époque actuelle, avec les moyens d'observation satellitaire disponibles, de tels prétextes ne sont pas recevables. Les avocats internationaux membres de l'Union internationale des avocats (UIA) sont prêts à poursuivre l'affaire de l'attaque contre l'école Shajareh Tayyeba de Minab devant les juridictions internationales, et plus de deux millions d'avocats dans 110 pays membres de cette organisation internationale confèrent à celle-ci une capacité considérable. »



## 6. Actions provocatrices

### Le Président des États-Unis

Hier, après la diffusion de rapports sur la possible finalisation du mémorandum d'entente entre l'Iran et les États-Unis, le Président américain a publié deux messages sur les réseaux sociaux qui ont suscité de vives critiques de la part de nombreux acteurs étrangers. Des utilisateurs anglophones ont souligné que le fait que, en pleine phase d'efforts visant à mettre fin à la guerre, le Président des États-Unis publie des images violentes montre qu'il n'a pas été en mesure d'atteindre ses objectifs dans la guerre réelle.



### Le secrétaire d'Etat américain aux Affaires étrangères

Les positions de Marco Rubio à l'égard de l'Iran, ces derniers jours, ont consisté en un mélange d'appels à un accord et de menaces. Dans des déclarations faites les 22 et 23 mai 2026, en marge des discussions sur la fin de la guerre au Moyen-Orient, il a affirmé que des « progrès » avaient été accomplis dans les négociations avec Téhéran et qu'il était possible qu'« aujourd'hui, demain ou dans les prochains jours », une annonce concrète d'accord soit faite, tout en répétant que l'Iran ne devait « jamais » accéder à l'arme nucléaire et qu'en cas d'échec de la voie diplomatique, Washington envisagerait d'autres options. Parallèlement, dans une interview accordée à l'agence Reuters le 21 mai, le même responsable a déclaré que la mise en œuvre par l'Iran d'un projet de perception de redevances dans le détroit d'Ormuz rendrait fondamentalement impossible un accord diplomatique et a qualifié cette démarche de « menace pour le monde ». L'ensemble de ces déclarations renvoie de la part des États-Unis un message mêlant proposition d'accord et menace.

### Site d'information américain Axios

Un rapport publié et relayé, entre le 23 et le 25 mai 2026, par divers médias et certaines chaînes régionales indique que le Président américain Donald Trump, lors d'une conférence téléphonique le 24 mai avec un certain nombre de dirigeants arabes et musulmans – notamment ceux d'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, du Qatar, de l'Égypte, de la Jordanie, de Bahreïn, du Pakistan et de la Turquie – leur a demandé de rejoindre, une fois la guerre avec l'Iran terminée, le processus de normalisation des relations avec le régime israélien dans le cadre des « accords d'Abraham ». Selon ces mêmes rapports, cette demande a été accueillie par la surprise et un silence initial de certains participants à l'appel, et des sources informées rapportent qu'en réaction, Trump leur a demandé sur un ton plaisant : « Est-ce que tout le monde est toujours en ligne ? ».



### Secrétaire général de l'OTAN

Stoltenberg : « L'Alliance atlantique ne peut se renforcer sans s'appuyer sur les États-Unis. L'utilisation, par Washington, des bases des pays européens pour des frappes contre l'Iran est permise dans le cadre de leurs engagements bilatéraux avec les États-Unis ».

### Chaîne Fox News

Selon un rapport diffusé dans le cadre de la couverture en direct des développements liés aux négociations nucléaires et repris les 23 et 24 mai 2026 par divers médias et sites d'information, plusieurs hauts responsables américains ont déclaré qu'un cadre d'accord entre les États-Unis et l'Iran était « finalisé à environ 95% », mais que le texte de l'accord ne serait pas prêt à être signé « aujourd'hui ou demain ».



Selon ces sources, les deux parties sont parvenues à un accord de principe sur des questions telles que les stocks d'uranium et les dispositions concernant le détroit d'Ormuz, mais les discussions se poursuivent sur certains détails juridiques. Les mêmes sources affirment que le Président américain Donald Trump pourrait accorder « cinq à sept jours » supplémentaires aux équipes de négociation pour finaliser ce cadre, et qu'en cas d'absence d'accord jugé satisfaisant pour Washington, la reprise des frappes aériennes contre l'Iran serait envisagée comme l'une des options.

## 7. Pertes humaines et dégâts matériels de la guerre

### Gouverneur de la province de Téhéran

Plus de 500 unités de production dans la province de Téhéran ont subi des dommages allant de 10 à 100% lors des bombardements menés par le régime sioniste et les États-Unis.



### Porte-parole de la municipalité de Téhéran

Environ 75% des réparations des unités endommagées ont été réalisées, et nous espérons achever totalement ce volet dans les deux à trois semaines à venir. Téhéran entre dans une phase de reconstruction complète. Tous les bâtiments ayant subi des dommages mineurs sortiront des statistiques de destruction, et



notre priorité se concentre désormais sur le renforcement structurel, les réparations intermédiaires et la reconstruction totale.

### **Commandant de l'unité de protection du ministère du Patrimoine culturel, du Tourisme et de l'Artisanat**

Au cours de la troisième guerre imposée, les forces de l'unité de protection du patrimoine culturel ont été présentes jour et nuit sur les sites sensibles, et en appliquant des mesures de sécurité et les directives du commandement des forces de l'ordre de la République islamique, elles ont mis en œuvre des actions préventives efficaces qui, fort heureusement, ont permis d'éviter toute perte humaine dans leurs rangs. Durant cette période, 149 ensembles culturels du pays ont subi des dommages. Actuellement, 43 000 postes de protection – populaires et bénévoles – sont actifs à travers le pays et intégrés au réseau de protection, et 430 postes de protection permanents, dotés de 2 300 agents spécialisés, ont la responsabilité de la sauvegarde du patrimoine culturel national.



## **8. Lutte contre la propagande, la guerre psychologique, les mensonges et les tentatives de manipulation de l'opinion publique**

### **Le Président des États-Unis sur le réseau Truth Social**

« L'un des pires accords jamais conclus par notre pays a été l'accord nucléaire avec l'Iran, présenté et signé par Barack Hussein Obama et les parfaits amateurs de son administration. Cet accord constituait une voie directe vers l'acquisition par l'Iran de l'arme nucléaire. Mais les négociations actuellement menées par l'administration Trump avec l'Iran sont exactement l'inverse ! Ces discussions progressent de manière ordonnée et constructive, et j'ai donné pour instruction à mes représentants de ne pas se précipiter pour parvenir à un accord, car le temps joue en notre faveur. Le blocus se poursuivra avec toute sa force et tout son effet jusqu'à ce qu'un accord soit conclu, approuvé et signé. Les deux parties doivent consacrer le temps nécessaire et faire les choses correctement. Aucune erreur ne doit être commise ! Nos relations avec l'Iran sont en train de devenir beaucoup plus professionnelles et constructives. Toutefois, ils doivent comprendre qu'ils ne peuvent ni produire, ni acquérir d'armes ou de bombes nucléaires. Je souhaite remercier tous les pays du Moyen-Orient pour leur soutien et leur coopération ; une coopération qui sera renforcée et consolidée par leur adhésion aux pays signataires de " l'accord historique d'Abraham". Et qui sait, peut-être que la République islamique d'Iran souhaitera elle aussi rejoindre cet accord ! ».



### **The Washington Post**

La démission de la directrice adjointe du renseignement national américain est liée à son opposition à une intervention militaire de Trump en Iran. Une source informée a déclaré que la démission d'Amaryllis Fox Kennedy (haute responsable du renseignement au sein de l'administration Trump et adjointe de Tulsi Gabbard) était due, au moins en partie, à son opposition à une intervention militaire de Trump en Iran. Kennedy, tout comme Gabbard – qui a également démissionné –, avait exprimé avant son entrée au gouvernement son opposition aux interventions militaires extraterritoriales des États-Unis.



## Robert Kagan, figure néo-conservatrice américaine

« La politique de Trump à l'égard de la guerre contre l'Iran équivaut en pratique à un retrait et à l'acceptation d'une défaite. Trump, peut-être pour afficher une image de force et satisfaire les partisans de la guerre, lancera une nouvelle attaque limitée, mais ce ne sera qu'une mise en scène. Le "jeu final" dont il est question ici n'est en réalité qu'une formule polie pour parler de "reddition". Partant de l'idée que les États-Unis ne s'engageront pas dans une guerre longue, l'Iran n'a consenti aucune concession ; il a même avancé des conditions qui ressemblent à celles d'une partie victorieuse, telles que l'obtention de réparations de guerre, la poursuite de l'enrichissement et la reconnaissance de son rôle dans le détroit d'Ormuz. Cette situation constitue une défaite stratégique majeure pour les États-Unis et surtout pour Israël. L'Iran peut gagner en influence dans la région, et les pays arabes du Golfe persique, pour préserver leurs intérêts économiques, pourraient se diriger vers un compromis avec Téhéran, ce qui affaiblirait les accords d'Abraham ».



## 9. Situation du marché de l'énergie et effets de la crise

### Évolution du marché mondial du pétrole

Au cours des quarante-huit dernières heures, le marché mondial du pétrole a été directement influencé par les signaux contradictoires concernant la perspective d'un accord entre l'Iran et les États-Unis et l'avenir du détroit d'Ormuz. Selon des rapports fondés sur les données de marché, après que Donald Trump a annoncé le report d'une attaque « très massive » contre l'Iran, afin de laisser une chance aux négociations, le prix du Brent, qui avait grimpé jusqu'à environ 112 dollars le baril, a reculé de plus de 2% et s'est établi, lors de certaines séances asiatiques et européennes, dans une fourchette de 109 à 110 dollars le baril. D'après les données de négociation de dimanche et lundi, le prix du Brent pour les livraisons futures au 25 mai 2026 a ensuite reculé aux environs de 99 à 100 dollars le baril et, sur le marché au comptant, a oscillé autour de 98 à 99 dollars, ce qui représente, par rapport à la veille, une baisse d'environ 4 à 5%, alors qu'il demeure encore environ 50% plus élevé qu'un an auparavant.



Sur la même période, le prix du brut américain WTI a suivi une trajectoire baissière similaire : selon les données du marché new-yorkais dans la matinée du 25 mai, il s'est établi autour de 91 à 92 dollars le baril, soit une baisse de plusieurs dollars – environ 5% – par rapport à quelques jours plus tôt, tout en restant nettement supérieur aux niveaux qui prévalaient avant le début de la guerre contre l'Iran. Les rapports indiquent que, malgré cette correction, les indices Brent et WTI n'ont reculé que d'environ 2 à 3% par rapport au début du mois, et qu'une grande partie de la « prime de risque géopolitique » liée à la crise d'Ormuz reste intégrée dans les prix.

Les analyses publiées dans les médias économiques internationaux soulignent que cette baisse récente des prix est principalement due à l'« espoir prudent » de voir un cadre d'accord finalisé pour mettre fin à la guerre et rouvrir progressivement le détroit d'Ormuz. Le Brent, qui avait atteint des niveaux de 105 à 110 dollars la semaine précédente, s'échange désormais en dessous de 100 dollars, ce qui indique que le marché a commencé à écarter une partie du scénario le plus

pessimiste, tout en demeurant très sensible à tout retard ou échec éventuel du processus de négociation.

À l'échelle régionale, les observateurs indiquent que tant qu'aucun accord officiel entre l'Iran et les États-Unis sur la fin de la guerre et un mécanisme durable de circulation sûre dans le détroit d'Ormuz n'aura été annoncé, l'incertitude continuera de peser sur le marché – une situation qui pourrait, en cas de nouvelle tension, réactiver un mouvement de hausse vers des niveaux supérieurs à 110 dollars. À l'inverse, toute information tangible sur la consolidation du cessez-le-feu, l'augmentation du trafic maritime à travers Ormuz et la réduction du risque de perturbation de l'offre pourrait favoriser la poursuite de la correction à la baisse des prix dans les jours et semaines à venir.

Néanmoins, les rapports faisant état du passage contrôlé de pétroliers par le détroit d'Ormuz et de la mise en place d'un climat plus sérieux pour le dialogue entre Téhéran et Washington, conjugués aux demandes de certains alliés des États-Unis en faveur d'un « délai supplémentaire de quelques jours pour la diplomatie », ont contribué à atténuer les inquiétudes et à empêcher la formation d'une nouvelle vague de hausse débridée des prix.

## 10. Solidarité des États et des peuples avec le peuple iranien

### Arrivée du deuxième convoi de solidarité en provenance de Turquie par le poste frontière de Bazargan

Le deuxième convoi de solidarité du peuple turc est entré en Iran dimanche par le poste frontière de Bazargan. Par ailleurs, des acteurs des médias et de la culture de Turquie, arrivés en Iran le même jour, ont participé dans la soirée aux rassemblements populaires dans les rues d'Ourmia et se sont joints aux slogans de la population.



## 11. Efforts diplomatiques

### Rencontre du commandant de l'armée pakistanaise avec le Président

Dr Pezeshkian : « La République islamique d'Iran a, dans les faits, démontré son attachement aux cadres du droit international. Nous ne recherchons rien d'autre que la réalisation des droits légitimes et légaux de notre peuple, mais l'expérience accumulée au fil des négociations avec les Américains nous impose d'agir avec la plus grande prudence ».



### Rencontre du commandant de l'armée pakistanaise avec le Président du Parlement

Avec Mohammad-Baqer Qalibaf : « Nous ne renoncerons pas aux droits de notre peuple et de notre pays, en particulier face à une partie qui n'a fait preuve d'aucune sincérité et en laquelle nous n'avons aucune confiance. De la même manière que l'Iran a défendu, avec courage et détermination, la patrie sur le champ de bataille, il œuvrera, dans le domaine diplomatique, avec intelligence et fermeté à la réalisation des droits légitimes de l'Iran et à la préservation des intérêts nationaux du pays. Les militaires connaissent mieux que quiconque la valeur de la paix ; mais ces mêmes militaires n'accepteront jamais que la dignité et les droits de leur pays soient piétinés ».



### **Rencontre du Field-marshal Asim Munir, commandant de l'armée pakistanaise, avec le ministre des Affaires étrangères**

Le commandant de l'armée pakistanaise a rencontré et s'est entretenu avec Seyed Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères. Les deux parties ont échangé sur les derniers efforts et initiatives diplomatiques visant à prévenir toute escalade et à mettre un terme à la guerre imposée par les États-Unis et le régime sioniste contre l'Iran, ainsi que sur les moyens de renforcer la paix, la stabilité et la sécurité en Asie occidentale.



### **Entretien téléphonique du ministre des Affaires étrangères avec le Secrétaire général de l'ONU**

Seyed Abbas Araghchi et António Guterres ont examiné la situation actuelle dans la région et le processus des évolutions liées à la diplomatie entre l'Iran et les États-Unis sous médiation pakistanaise. Au cours de cet appel téléphonique, ils ont procédé à un échange de vues sur les développements régionaux et internationaux, en particulier la situation dans le golfe Persique et la mer d'Oman. Le ministre des Affaires étrangères, après avoir exposé l'état d'avancement du processus diplomatique engagé pour mettre fin à la guerre imposée à la République islamique d'Iran, a estimé que les antécédents de manquements américains – en particulier les violations répétées de la diplomatie et l'agression militaire contre l'Iran, accompagnées de prises de position contradictoires et de revendications excessives – perturbaient le processus de négociation mené sous médiation pakistanaise. Il a souligné que, malgré sa profonde méfiance à l'égard des États-Unis, la République islamique d'Iran est entrée dans ce processus diplomatique avec un sens des responsabilités et une grande détermination, et qu'elle s'efforce de parvenir à un résultat raisonnable et équitable. Les deux interlocuteurs ont également évoqué les questions liées à la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération, en cours à New York. Le Secrétaire général des Nations unies a rejeté le recours à la force contre la souveraineté et l'intégrité territoriale des États et a insisté sur la nécessité de respecter les principes de la Charte des Nations unies et d'utiliser les voies diplomatiques pour instaurer la paix et la stabilité dans la région.



### **Rencontre du vice-ministre des Affaires étrangères, chargé des affaires juridiques et internationales, avec le ministre des Affaires étrangères d'Oman**

Kazem Gharibabadi, à la tête d'une délégation diplomatique et juridique, s'est rendu à Oman et a rencontré le ministre des Affaires étrangères, Sayyid Badr al-Busaïdi, à qui il a transmis un message oral du ministre iranien des Affaires étrangères. Ce message portait sur les négociations en cours entre l'Iran et les États-Unis sous médiation pakistanaise et sur les efforts entrepris pour assurer le succès de ces discussions. À l'issue de cette rencontre, une réunion a été tenue entre les délégations omanaise et iranienne afin d'examiner un ensemble de principes régissant le passage des navires dans le détroit d'Ormuz, dans le respect de la sécurité et de la souveraineté des États riverains et à la lumière des règles applicables du droit international. Sheikh Khalifa bin Ali al-Harthy, vice-ministre omanais des Affaires étrangères chargé des affaires politiques, ainsi que plusieurs responsables des deux pays ont participé à cette réunion.



### Entretien téléphonique du ministre des Affaires étrangères avec le Président de la région du Kurdistan irakien

Seyed Abbas Araghchi et Nechirvan Barzani ont discuté de questions d'intérêt commun, notamment des relations bilatérales entre l'Iran et l'Irak et des évolutions régionales. Les relations entre la République islamique d'Iran et la Région du Kurdistan, y compris les échanges économiques et commerciaux et le renforcement de la coordination pour sécuriser les frontières communes et lutter contre le terrorisme, ont été abordées. Les deux parties ont également échangé sur les développements régionaux et l'importance, pour les pays de la région, de s'attacher à renforcer une sécurité endogène.



### Entretiens téléphoniques du ministre des Affaires étrangères avec ses homologues de Turquie, du Qatar, d'Oman, d'Irak, d'Égypte et d'Arabie saoudite

Dans le cadre des consultations menées avec les pays voisins et de la région, le Dr Seyed Abbas Araghchi a eu des entretiens téléphoniques avec ses homologues, au cours desquels ont été abordés des sujets bilatéraux et les derniers développements régionaux et internationaux, notamment les questions liées aux négociations en cours entre la République islamique d'Iran et les États-Unis sous médiation pakistanaise.



## 12. Participation massive et continue de la population

### Rassemblement nocturne de la population à Téhéran



Service de la diplomatie publique  
Ambassade de la République islamique d'Iran en France

**Présence de 60 acteurs des médias, nationaux et internationaux,  
sur le lieu du martyre des enfants de Minab**

